

# **Transferts de données hors UE: changement de paradigme post Schrems II, quels réflexes adopter pour sa conformité ?**

## **PLAN :**

**I. Le transfert de données hors UE avant Schrems II**

**I. Le transfert de données hors UE après Schrems II**

**A/ L'apport de l'arrêt Schrems II**

**B/ Les pratiques à adopter pour s'y conformer**

**C/ Un exemple concret : le transfert de données vers Madagascar**

# I. Le transfert de données hors UE avant Schrems II

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

## La validité du Privacy Shield

**Décision d'exécution 2016/1250 de la Commission européenne: reconnaissance de la conformité du Privacy Shield à un niveau adéquat de protection des données à caractère personnel**

**Extrait de la décision 2016/1250 de la Commission européenne :**

*« La Commission conclut que la situation est conforme aux exigences de l'article 25 de la directive 95/46/CE interprété à la lumière de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, comme l'a expliqué la Cour de justice en particulier dans l'arrêt Schrems. »*

# **Les clauses contractuelles types (CCT) et règles d'entreprise contraignantes (BCR), garanties suffisantes du niveau de protection des données à caractère personnel**

## **Distinction entre BCR et CCT:**

- **Clauses contractuelles types (CCT) : adoptées entre un exportateur de données (responsable de traitement de l'UE) et un importateur de données tiers (sous-traitant hors UE).**
- **Règles d'entreprise contraignantes ou Binding Corporate Rules (BCR) : politique de protection des données intra-groupes en matière de transfert de données à caractère personnel hors UE.**

- **L'utilisation de CCT par les importateurs de données (le plus souvent des sous-traitants) rendait secondaire la question de savoir si le pays du siège social du sous-traitant reconnaissait l'importance de la protection des données personnelles.**
- **C'est en partie ce dont a voulu faire état l'arrêt Schrems II en faisant peser, désormais sur les épaules de l'exportateur des données le fait de s'en préoccuper.**

# II. Le transfert de données hors UE après Schrems II

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

# A/ L'apport de l'arrêt Schrems II

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)



## L'invalidité du Privacy Shield

**Extrait de la décision C-311/18 de la CJUE du 16 juillet 2020:**

*« La décision d'exécution (UE) 2016/1250 de la Commission, du 12 juillet 2016, conformément à la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'adéquation de la protection assurée par le bouclier de protection des données UE-États-Unis, est invalide. »*

## La nécessaire analyse du contexte local de protection des données à caractère personnel

**Extrait de la décision C-311/18 de la CJUE du 16 juillet 2020:**

*« L'évaluation requise, à cet effet, dans le contexte d'un tel transfert doit, notamment, prendre en considération tant les stipulations contractuelles convenues entre le responsable du traitement ou son sous-traitant établis dans l'Union et le destinataire du transfert établi dans le pays tiers concerné que, en ce qui concerne un éventuel accès des autorités publiques de ce pays tiers aux données à caractère personnel transférées, les éléments pertinents du système juridique de celui-ci. »*

## Des garanties supplémentaires par l'exportateur de données en cas de protection insuffisante par le pays tiers

Extrait de la décision C-311/18 de la CJUE du 16 juillet 2020:

*« Dans la mesure où ces clauses types de protection des données ne peuvent, eu égard à leur nature, fournir des garanties allant au-delà d'une obligation contractuelle de veiller à ce que le niveau de protection requis par le droit de l'Union soit respecté, elles peuvent nécessiter, en fonction de la situation prévalant dans tel ou tel pays tiers, l'adoption de mesures supplémentaires par le responsable du traitement afin d'assurer le respect de ce niveau de protection. »*

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)

Avocat au barreau de Paris

11, rue Sédillot - 75007 Paris France

Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15

Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

## Un contrôle des garanties par l'autorité nationale de protection des données

**Extrait de la décision C-311/18 de la CJUE du 16 juillet 2020:**

*« L'autorité de contrôle compétente est tenue de suspendre ou d'interdire un transfert de données vers un pays tiers fondé sur des clauses types de protection des données adoptées par la Commission, lorsque cette autorité de contrôle considère, à la lumière de l'ensemble des circonstances propres à ce transfert, que ces clauses ne sont pas ou ne peuvent pas être respectées dans ce pays tiers et que la protection des données transférées requise par le droit de l'Union (...) ne peut pas être assurée par d'autres moyens, à défaut pour le responsable du traitement ou son sous-traitant établis dans l'Union d'avoir lui-même suspendu le transfert ou d'avoir mis fin à celui-ci. »*

# **B/ Les pratiques à adopter pour se conformer au nouveau paradigme**

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

## **2 étapes à suivre par l'exportateur de données pour un transfert de données hors UE conforme :**

- 1. Procéder à l'évaluation du transfert voulu, à l'initiative de l'exportateur.**
- 2. Suite aux conclusions de cette évaluation, mettre en place ou non des mesures supplémentaires.**

## L'évaluation du transfert (1/2)

### **1/ Connaître ses transferts:**

- **Cartographier les transferts**
- **Vérifier l'adéquation, la nécessité, la pertinence et la limite des données transférées (principe de minimisation)**
- **Tenir des registres des actes de transfert.**

### **2/ Vérifier l'outil de transfert:**

- **Regarder si le pays est déclaré adéquat ou non par la Commission européenne, article 45 du GDPR ou la directive 95/46.**
- **Observer si le pays importateur remplit les exigences du RGPD et de la charte de l'Union européenne.**

## L'évaluation du transfert (2/2)

### 3/ Analyser la législation nationale

- Examiner les pratiques de l'autorité publique du pays importateur et notamment de quelle manière elle pourrait avoir accès aux données personnelles dans les limites du nécessaire et du proportionné dans un pays démocratique.
- La loi interne ne doit pas empêcher l'efficacité d'un recours ou la pratique de réévaluations, nécessaires pour ce transfert.

 Si, à la suite de ces différentes étapes le pays n'est pas adéquat aux exigences du RGPD et aux garanties de l'Union européenne, l'exportateur devra prévoir des mesures supplémentaires de garantie.



## Les mesures supplémentaires

**Recommandations de l'European Data protection board de janvier 2020 pour compléter l'outil de transfert:**

- **Identifier le format, la nature des données et le nombre d'acteurs du transfert.**
- **Ne présenter aucune ambiguïté, aucune divergence afin d'assurer une interprétation stricte.**
- **Préparer des mécanismes solides de réévaluation.**

## Des mesures techniques supplémentaires

- **L'importateur stocke les données mais n'y accède pas sous une forme claire**  
➡ **Le cryptage**
- **L'importateur n'a accès qu'à une partie des données**  
➡ **La pseudonymisation**
- **L'importateur n'a accès qu'à des données chiffrées**  
➡ **Clés de chiffrement et le chiffrement de bout en bout**
- **L'importateur a une partie de données et le reste est partagé à d'autres**  
➡ **Multi-party computation**

## Des mesures contractuelles supplémentaires

- **L'obligation de mesures techniques spécifiques.**
- **Transparence de l'importateur : Demander des renseignements sur les expériences, les statistiques et le rôle de l'autorité publique dans les limites du raisonnable a l'importateur.**
- **Bonne foi de l'importateur : Interdiction de divulguer des informations, renforcer le pouvoir d'intervention de l'exportateur.**

## Des mesures organisationnelles supplémentaires

- **Mise en place d'une politique interne de gouvernance des transferts.**
- **Mesures de transparence et de responsabilité.**
- **Mesures de minimisation des données.**

# **Conclusion : La recommandation 01/2020 de l'EDPB aux responsables de traitement**

- 1 . Bien connaître leurs transferts**
- 2. Valider la licéité des transferts au regard des articles 45, 46 et 49 du chapitre V du RGPD.**
- 3. Evaluer la législation du pays d'importation**
- 4. Mettre en place des mesures supplémentaires si nécessaire**

# C/ Un exemple concret : le transfert de données vers Madagascar

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

## Cas pratique

- **La société Dupont&Dupont est une société française qui souhaite exporter des données à caractère personnel à Madagascar.**
- **Que devons-nous lui conseiller pour qu'elle mette en place ce transfert de données à caractère personnel hors UE en étant conforme à la législation ?**

# La connaissance du transfert et la vérification de l'outil de transfert

- **Les différentes étapes de connaissance du transfert**
  - ✓ **Cartographier les transferts**
  - ✓ **Vérifier l'adéquation, la nécessité, la pertinence et la limite des données transférées**
  - ✓ **Tenir des registres des actes de transfert**
- **Vérifier la validité du transfert au regard du chapitre V du RGPD**
- **Vérifier l'outil de transfert : vérifier si le pays est déjà reconnu comme adéquat ou non par la Commission européenne, l'article 45 du RGPD ou la directive 95/46**
  - ➔ **En l'espèce, ce n'est pas le cas pour Madagascar.**

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)

Avocat au barreau de Paris

11, rue Sédillot - 75007 Paris France

Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15

Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)



## L'analyse de la législation de Madagascar

- **Législation sur la protection des données à caractère personnel**  
➔ **Loi n°2014-038**
  - **Mise en place sur le fondement de cette loi de la Commission malagasy sur l'informatique et les libertés**
  - **Madagascar est membre observateur de l'association des autorités francophones de protection des données.**
- ➔ **La loi n°2014-038 apporte un niveau de protection des données à caractère personnel adéquat. Les CCT constituent alors une mesure suffisante pour garantir la protection des données à caractère personnel.**

## Quid d'un nouvel accord pour les transferts de données à caractère personnel entre l'UE et les Etats-Unis ?

- **Mars 2022: Joe Biden et Ursula von der Leyen annoncent un accord sur le transfert de données à caractère personnel entre l'Union européenne et les Etats-Unis.**
- **7 octobre 2022: Joe Biden adopte un décret exécutif ayant pour but de renforcer les garanties concernant la collecte et l'utilisation des données personnelles par les services de renseignement américains.**
- **13 décembre 2022: La Commission soumet le texte au CEPD.**
- **28 février 2023: Le CEPD rend un avis dans lequel il reconnaît les améliorations du nouvel accord tout en émettant certaines réserves.**

**Merci pour votre attention !**

**Sadry PORLON**  
**Avocat au Barreau de Paris**  
**Docteur en Droit**

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)



[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)



[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)



[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)

[www.porlon-avocats.com](http://www.porlon-avocats.com)  
Avocat au barreau de Paris  
38 avenue Hoche - Paris 75008  
Tel. : +33 1 77 62 88 13 - Fax : +33 9 72 16 37 15  
Email : [cabinet@porlon-avocats.com](mailto:cabinet@porlon-avocats.com)